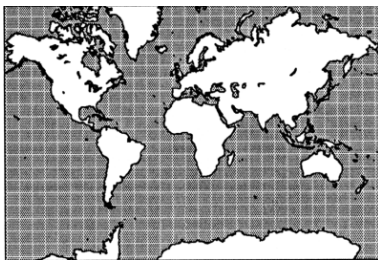


<https://collectiflieuxcommuns.fr/?665-les-conditions-de-validite-du>



Les conditions de validité du keynésianisme (1/3)

- Nos textes - Textes de sympathisants - Fargette G. -



Date de mise en ligne : samedi 23 mars 2013

Copyright © Lieux Communs - Tous droits réservés

Texte extrait du bulletin de Guy Fargette Â« Le Crépuscule du XXe siècle Â» n°25, décembre 2012.

[Voir l'introduction générale](#)

Toutes les protestations semblent être keynésiennes

On n'ose qualifier de "discussion" les différentes interventions aussi véhémentes que confuses exprimées contre les politiques économiques en vigueur qui poursuivent leur cours étrange que rien ne vient justifier, sinon qu'il serait "inévitables". Les solutions opposées préconisées consistent toutes en une version de keynésianisme, national, européen, voire planétaire.

Les marxistes de toutes obédiences avaient voulu voir dans la théorie de Keynes une confirmation hypocrite de leurs thèses : l'intervention, nécessairement politique, de l'État, a provoqué des effets que les théories économiques classiques ne croyaient pas possibles. A ce degré de généralité dans la formulation, le constat est irréfutable, mais comme toujours, les marxistes étant des croyants, ils sous-entendent que cela confirme l'intégralité de leurs thèses, ce qui est évidemment faux [1]. Le rappel de quelques caractéristiques du keynésianisme "réel" est indispensable.

L'arrière-plan des débats des années 1930

De fait, le débat qu'a synthétisé Keynes s'est déroulé dans un contexte très particulier, dont certains termes ne semblent apparaître dans aucun de ses ouvrages. En ce sens, sa théorie présente un escamotage courant pour les théories académiques, attachées à produire un raisonnement discursif achevé, sans nécessairement rappeler toutes les étapes intermédiaires, ni les hétérogénéités qui ont influencé leur élaboration.

La Grande-Bretagne a été animée dans les années 1920 par un débat considérable sur le plafonnement de l'extraction du charbon. Aujourd'hui, le sujet nous est immédiatement familier : ce pays commençait à rencontrer ce que nous appelons aujourd'hui un pic d'extraction. Il est curieux de constater que cette coïncidence est parfaitement connue des historiens de l'économie [2], mais qu'elle n'a pas pénétré les diverses cultures politiques sclérosées qui quadrillent aujourd'hui un espace public en lambeaux.

Ce qui se met en place dès le *New Deal* de Roosevelt, ou le dirigisme d'État du régime national-socialiste, etc., ce sont des instruments d'action étatiques sur l'économie, à l'instar des mesures adoptées durant la Première Guerre mondiale. Il s'agit d'une action administrative de grande ampleur. La question est de savoir pourquoi, en fin de compte, après 1945, le résultat a été aussi exceptionnel, même si cette période n'a duré qu'un peu moins de trente ans.

On considère en général que la lenteur du *New Deal* à produire des résultats vient de ce que seules les productions de guerre ont permis aux États-Unis de sortir du marasme.

Il est clair par ailleurs que la politique économique du IIIème Reich imposait de déboucher sur la guerre, car elle n'avait pas d'issue tenable à long terme. Sans l'immense erreur criminelle de Staline avec le pacte Molotov-Ribbentrop (qui faisait suite à la politique tout aussi monstrueuse de l'Internationale communiste entre 1929

et 1933, qui favorisa l'arrivée au pouvoir de Hitler en Allemagne), jamais l'État allemand n'aurait pu aller aussi loin qu'il l'a fait. L'impasse économico-militaire aurait été nette et infiniment moins douloureuse pour l'ensemble des populations en Europe. Les opérations d'extermination de masse que les nazis ont pu organiser, d'abord à l'imitation du régime bolchevique, puis avec de sinistres capacités d'innovation, n'auraient sans doute même pas pu recevoir un début de mise en oeuvre [3].

Caractéristiques du keynésianisme

Le keynésianisme tel qu'il s'est cristallisé à partir de 1945 repose sur le respect de deux contraintes caractéristiques :

- limitation de l'avidité du secteur financier, *tout en sauvegardant le principe de l'inégalité sociale* (même si, aux États-Unis, le taux marginal d'imposition des plus hauts revenus fut de l'ordre de 91 % sous Eisenhower, et aux alentours de 70 % dans les années 1960 et 1970, qui oserait prétendre qu'il s'agissait là de "communisme" ?)
- basculement de l'énergie de bouclage, du charbon vers le pétrole. On parle aussi "d'énergie de référence" pour celle qui, à un moment, répond le mieux aux ajustements élastiques requis par la production et qui se montre décisive pour l'organisation productive. **Ce basculement constitue au fond la variable cachée du keynésianisme.** Au XIX^{ème} siècle, le charbon, malgré son caractère pondéreux et son intensité énergétique par unité de poids inférieure à celle que manifestera le pétrole, a permis une démultiplication du travail humain inouïe (grâce au machinisme, tant dans la production que pour le transport, avec le chemin de fer) [4].

Le pétrole s'est avéré encore plus efficace, grâce à sa meilleure teneur énergétique, ajoutée au fait qu'il est facilement transportable à température ambiante, et se partage très aisément pour une multitude d'usages. L'invention du moteur à explosion à la fin du XIX^{ème} siècle a permis d'apporter une solution nouvelle au transport mécanisé, et les progrès techniques de la chimie ont également largement accru l'utilité de ce produit, notamment grâce aux engrais de synthèse, qui permettent au fond de *dévorer les moissons de l'avenir*, en épuisant les sols.

Ce basculement vers une nouvelle énergie de bouclage a été fondamental et a pris une quinzaine d'années. Plus que les destructions de guerre et la reconstruction qui a suivi, c'est la complexité de la réalisation de cette transition qui pourrait expliquer ce délai. En ce sens, la deuxième guerre mondiale, dont le déclenchement en 1939 fut contingent (Staline visait à jeter Hitler sur les pays occidentaux et à partager l'Europe avec lui), n'aurait même pas eu pour "utilité" barbare la dévalorisation du "capital" que les tenants de l'anti-impérialisme marxiste lui attribuent... Non seulement la deuxième guerre mondiale n'était pas inéluctable mais son "utilité", même du point de vue "cynique" qu'affectionnent tant les marxistes qui voudraient se montrer élèves supérieurs au maître "capitaliste", est douteuse (elle a pu, à la rigueur, accélérer le changement d'énergie de bouclage).

Avec le pétrole, le nombre de "serveurs mécaniques" relayant le travail humain a été considérablement augmenté et atteindrait aujourd'hui un facteur cent dans les sociétés dites "développées". La production a donc atteint des niveaux qui étaient inimaginables avant 1914. C'est la grande raison pour laquelle ce qu'on a appelé le "keynésianisme", même s'il n'a pas correspondu exactement à ce qu'imaginait Keynes, a pu provoquer d'immenses effets de levier. Il fallait certes réussir à utiliser de manière assez cohérente l'immense augmentation de la production ainsi permise. La supériorité organisationnelle des sociétés occidentales, qui s'est encore accrue au XX^{ème} siècle, a fait la démonstration pratique de cette possibilité nouvelle.

Les investissements d'État dans l'économie, et les instruments de contrôle de celle-ci, *sanctuarisent l'inégalité sociale*, facteur crucial non seulement pour obtenir l'agrément des couches dirigeantes, mais aussi pour entretenir la "course de rats" sur laquelle repose la diffusion des mécanismes d'accumulation dans toute la société, avec l'avidité qui l'accompagne. Cet immense déploiement, qualitativement et quantitativement nouveau, des productions les plus diverses est essentiel. Sinon, l'intervention de l'État pourrait sans doute produire des camps de concentration où les

détenus creusent des trous dans le sol pour les reboucher ensuite (ou des canaux largement inutiles comme dans la Russie stalinienne), mais on aurait à terme un jeu à somme nulle, voire négative. Il en résulterait pour finir une reproduction rétrécie. L'Union soviétique, qui n'a jamais pu aller au-delà d'une croissance quantitative, a manifesté la faiblesse de tout empire : quand son extension

géographique stagne, son centre ne parvient plus à maintenir la cohérence de l'ensemble, et celui-ci finit par se déliter. C'est la raison du succès rencontré par la stratégie d'endiguement mise en oeuvre par les États-Unis tout au long de la IIIème guerre mondiale auto-limitée, que constitua la "guerre froide".

Le basculement de l'énergie de bouclage vers le pétrole (qui fut un des éléments du plan Marshall, si mal compris par la plupart des discours politiques aujourd'hui encore [5]) a poussé à injecter des liquidités créées en apparence *ex nihilo*, mais dont la contrepartie matérielle démultipliée *venait en quelque sorte de l'avenir*.

Cette vérité n'a cessé de faire sentir ses effets depuis : il est tout à fait remarquable que sur les douze dernières crises économiques ou financières, onze d'entre elles aient été corrélées à une perturbation dans les prix ou l'approvisionnement pétroliers.

Néo-libéralisme et pénurie énergétique tendancielle

Il est, enfin, fondamental de constater qu'à partir de la fin des années 1970, *la proportion de la quantité d'énergie extraite par tête d'habitant a commencé à régresser au niveau planétaire*, ce qui n'avait jamais eu lieu au cours de l'histoire industrielle. La financiarisation de l'économie des pays les plus industrialisés est corrélée à ce renversement de tendance comme si l'économie de surendettement avait surtout agi pour contrecarrer cette langueur. Une telle action ne semble pas avoir été consciente. Comme de nombreux processus historiques, elle s'est plutôt définie à tâtons. Le néo-libéralisme correspond au fond à une stratégie confuse, dont les principaux leviers ont agi en silence, derrière de grands discours sur l'omnipotence du "marché". Cette politique a été l'occasion d'injecter des liquidités considérables (et virtuelles) par un biais nouveau dans l'économie, tout en permettant aux couches dominantes en Occident de *capter les leviers de redistribution de l'État à leur profit*, sous la forme d'une politique fiscale outrancièrement inégalitaire. La "gauche fondamentale", qui n'avait jamais cru possible une telle opération, considère ce dernier aspect comme seul pertinent dans ses dénonciations, mais elle se contente de piailler, moyen d'agitation et de propagande pathétiquement insuffisant pour faire changer ce nouveau cours des choses. Les luttes sociales dans un régime oligarchique sont très différentes de celles qui régissent un régime de classes plus ou moins antagonistes mais s'impliquant mutuellement dans un effort national commun. Comme les ténors de la gauche le constatent, à chaque fois qu'ils accèdent à quelque part de pouvoir institutionnel, ils se résignent rapidement à parrainer une politique très semblable à celle qu'ils dénonçaient, et semblent ne jamais très bien comprendre ce qui leur arrive.

Le néo-libéralisme a tiré sa force immédiate du fait qu'il a présidé, à partir de la fin des années 1970, à une fuite en avant avec la suppression de nombreuses régulations pourtant issues de la désastreuse expérience de 1929. Il fut considéré contre toute raison que les inconvénients seraient négligeables. Et le paradoxe est que ce "néo-libéralisme" a bien reproduit une stratégie économique évoquant une fonction du "keynésianisme" pratique, sous une forme tout à fait exotique. Mais la mise en oeuvre de cette politique dans un contexte énergétique nouveau de pénurie tendancielle a entraîné des conséquences absolument inédites [6].

(.../...)

[Deuxième partie disponible ici](#)

[1] Voir le *Marx et Keynes* de Paul Mattick, pourtant situé dans un des courants marxistes les moins odieux, celui du communisme de conseils, influencé par A. Pannekoek, totalement hostile aux méthodes du totalitarisme soviétique et léniniste.

[2] Voir Timothy Mitchell, qui, dans *Pétrocratie, la démocratie à l'âge du carbone*, résume cet aspect du rapport entre les réflexions de Keynes et l'extraction déclinante du charbon britannique. Bien que le propos de cet ouvrage soit assez exotique, puisque son auteur cherche à élucider la raison de l'extrême faiblesse des secteurs ouvriers chargés de l'extraction et de la transformation du pétrole, en regard de ce que fut le pouvoir considérable de ceux qui étaient autrefois chargés de l'extraction et de la transformation du charbon. Sa démonstration sur le sujet est peu convaincante : il ne fait que reformuler les raisons irréfutables de cette faiblesse, tout en s'efforçant vainement de transposer la quincaillerie des raisonnements marxistes en une panoplie utilisable par l'écologie politique.

[3] Voir à ce propos : d'une part, les textes de Léon Trotsky sur la montée du nazisme (sur un sujet neuf, celui-ci s'est souvent montré capable d'une intéressante lucidité, alors qu'il se réfugiait dans une orthodoxie stérilisante dès que la vulgate marxiste avait statué) ; d'autre part, Ernst Nolte, *La guerre civile européenne*, 1989, et Timothy Snyder, *Terres de sang*, trad. 2012. Ces deux ouvrages fournissent aujourd'hui un bilan décisif de la profonde imbrication causale des deux principaux totalitarismes du XXème siècle, l'initiative étant revenue aux Bolcheviks, qui avaient accédé au pouvoir 15 ans avant les nazis. Il est ainsi patent que, sur le sol européen, les Bolcheviks ont été les inventeurs de méthodes d'extermination de masse, et les promoteurs du camp de concentration comme instrument de terreur, et que leurs concurrents totalitaires ont commencé par les imiter et ne les ont dépassés qu'à partir de l'été 1941.

[4] Le consensus des historiens de la révolution industrielle constate que les sociétés du XIXème siècle n'ont dans l'ensemble guère dépassé un taux de croissance économique de l'ordre de 1,5 à 2 % sur le long terme, ce qui était en soi une nouveauté inouïe dans l'histoire, qui n'avait connu que des évolutions beaucoup plus lentes jusque-là. Ce que l'on sait du "Moyen-Age" montre un contraste saisissant avec ce dynamisme. Les remarques formulées par F. Braudel sur les limites énergétiques sous l'Ancien régime sont également très utiles. La croissance économique est profondément corrélée à la nature de l'énergie de référence parce que les mécanismes capitalistes, qui reposent largement sur une mise en forme et une régulation de la multipolarisation éclatée de la société (caractéristique occidentale), déploient toute leur efficacité lorsqu'ils disposent d'un relais énergétique démultipliant le travail humain.

[5] Pour décrypter les tirades faciles qui fondent les revendications démagogiques de « plan Marshall » à propos de tout et de rien, il suffit de rappeler que cette aide n'a guère dépassé 1% du PIB des pays destinataires, chaque année pendant quatre ans, et a surtout permis de supprimer les goulets d'étranglement de la production. Les pays européens ont pu décider de l'allocation de cette manne, ce que les pays industrialisés comme le Royaume-Uni ou la France ont fait avec pertinence au lieu de la gaspiller dans une corruption à l'orientale. Mais cela supposait aussi que la puissance productive des grands pays européens était beaucoup moins atteinte que ne le laissaient croire l'allure des destructions occasionnées par la guerre, et qu'ils disposaient de la classe ouvrière et des techniciens nécessaires.

[6] Les thématiques du néo-libéralisme étaient en fait prêtes depuis le début des années 1970, au moins. Il est ainsi étonnant de voir à quel point leur formulation était claire dans un entretien de Pompidou en 1972, homme qui avait eu ses entrées dans la finance bien avant d'accéder à des responsabilités politiques, et qui les exposa alors avec clarté dans un documentaire sur le chômage, pour les présenter comme un remède contre les dérèglements économiques qui s'annonçaient.